

Le chef des milices rwandaises réfute les accusations de génocide

Dans un entretien accordé au « Monde » vendredi 13 mai, le chef des milices rwandaises, composées d'extrémistes hutus, nie que ses hommes se livrent à des massacres organisés de Tutsis et de Hutus modérés, partisans du dialogue.

KIGALI

de notre envoyé spécial

« C'est la population qui s'est fâchée, après la mort de notre président; difficile de dire qui est responsable des massacres » : Robert Kajuga, président des milices Interahamwé, principales accusées des tueries au Rwanda (qui ont fait, depuis le 6 avril, entre 100 000 et 200 000 morts), n'explique pas autrement ces massacres. Pour cet homme de trente-trois ans, qui, dans le civil, gère une société commerciale avec son frère, il n'y a « absolument rien d'organisé. Tout est spontané; les gens se sont défendus quand les rebelles du Front patriotique rwandais ont attaqué ».

Les miliciens, selon lui, « sont chargés de la défense populaire ». Pour atteindre la base des Interahamwé, dans le quartier de Nyamirambo, il faut traverser une ville sur le pied de guerre, palabrer à chaque barrage, s'expliquer avec les sentinelles armées de machettes ou de fusils d'assaut Kalachnikov, et franchir un dernier contrôle. Robert Kajuga reçoit la presse, solidement encadré par deux conseillers, dans un modeste logement au bout d'une ruelle tortueuse.

Aucun d'eux ne semble réaliser combien ces « champs de la mort » rwandais scandalisent la

communauté internationale. Mais ils « en ont assez » de ces accusations de « génocide » et contre-attaquent : « Pourquoi ne parle-t-on pas des carnages commis par le Front patriotique rwandais? Et chez vous, en Europe, il n'y a pas eu des atrocités pendant la dernière guerre mondiale? »

Le Rwanda, perçu désormais comme un lieu de barbarie où l'on tue, où l'on mutile les femmes et les enfants à l'arme blanche? « Non, je ne pense pas; c'est la guerre, vous savez. Ce n'est pas de la sauvagerie, c'est la guerre! Il y a des innocents qui ont péri, c'est sûr, mais il faut comprendre la réaction d'une population qui s'est sentie agressée. »

« Appels au meurtre »
ou « défense civile » ?

Cette station privée, Radio-Mille Collines, qui appelle au meurtre des Tutsis et des opposants hutus? « Je le nie catégoriquement. Il faut distinguer entre appels au meurtre et défense civile. La radio appelle les gens à se défendre, à être vigilant contre les infiltrations ennemies. » Et ces massacres dans les églises? « Le clergé rwandais est à 95 % tutsi [c'est-à-dire, dans la mentalité des extrémistes rwandais, acquis au FPR, mouvement essentiellement tutsi], et dans certaines missions, on a trouvé des caches d'armes. D'une paroisse, on nous a même tiré dessus! »

Et ces blessés, extirpés des véhicules de la Croix-Rouge rwandaise et achevés par les miliciens? « Nous savons que le FPR a infiltré en ville des combattants

déguisés en faux blessés dans des ambulances. » Ces milliers d'enfants abattus étaient des agents du FPR? « Nous ne pouvons contrôler tous le monde; mais nous sommes en train de calmer la population. » Le chef des Interahamwé soutient qu'il a déjà fait « exécuter des miliciens qui se sont mal comportés », comme il assure aussi qu'« il y a des Tutsis » dans son mouvement.

La responsabilité collective, invoquée par Robert Kajuga, est une ligne de défense confortable, mais ses propos témoignent aussi de la peur inspirée aux Interahamwé (qui se targuent pourtant d'« être toute la nation ») par les rebelles du FPR. D'où leur refus de la moindre concession à ce mouvement, notamment dans le partage du pouvoir prévu par les accords de paix d'Arusha d'août 1993.

« Ces accords, c'était de la foutaise », s'écrie un de ses conseillers. Toutefois, il n'est pas rare de voir les chefs de la milice s'entretenir avec le gouvernement intérimaire et les officiers de l'armée : « Oui, on a reçu quelques armes pour la défense civile, mais nous n'allons pas sur le front. Remarquez que quand le FPR investit un quartier et que la population résiste, c'est déjà un front. »

Malgré l'encerclement progressif de la capitale par le FPR, les Interahamwé ne veulent pas imaginer que les rebelles s'emparent de la ville. « Nous préférons mourir que d'abandonner Kigali! », proclament-ils.

JEAN HÉLÈNE